



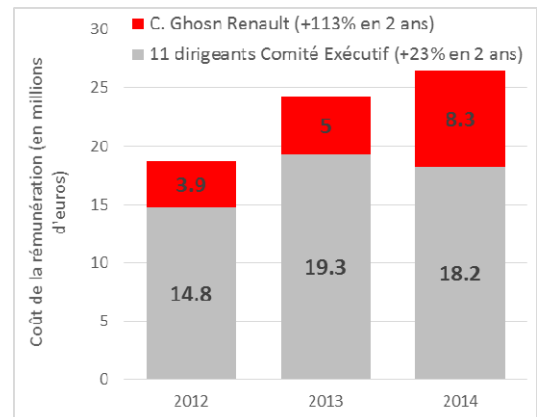
Comme dans les autres sites Renault : Jeudi 28 janvier, débrayons pour exiger de véritables AGS pour tous

Jeudi 28 janvier a lieu la première réunion des Négociations Annuelles Obligatoires. Après 7 années de serrage de ceinture, après 3 années d'AGS nulles pour les ETAM suite à l'accord de compétitivité, il est plus que normal d'exiger notre dû. D'autant plus que nos efforts quotidiens ne sont traduits qu'en hausse des dividendes pour les actionnaires et de leurs rémunérations pour Carlos Ghosn et les plus hauts dirigeants.

7 années d'austérité salariale

Depuis la crise financière de 2008, les augmentations de salaires, qu'elles soient générales ou individuelles sont faibles voire nulles. Et, depuis l'accord de compétitivité signé en 2013, c'est le règne de la « *modération salariale* ». Une « *modération* » qui veut dire 3 années d'AGS à 0% pour les ETAM (et 0% pour les APR aussi l'an dernier) mais qui est paradoxalement concomitante d'une hausse encore jamais vue de la rémunération du PDG Carlos Ghosn (voir graphique ci-contre donnant les rémunérations Renault des membres du Comité Exécutif Groupe).

Le même C. Ghosn déclarait, le 12 février 2015 sur France Info : « *le bon sens et la modération de tous les côtés, c'est la base de l'accord de compétitivité et je souhaite que ça continue* ».



Evolution du coût de la rémunération des 12 dirigeants de Renault (pour Carlos Ghosn et les autres dirigeants qui sont à la fois Renault et Nissan, il faut ajouter la rémunération Nissan pour connaître leur rémunération complète).

La direction cherche à imposer la fin des AGS

2016 est une année charnière. L'accord de compétitivité prévoyait 3 années de « *modération* » (2013-14-15) et la direction prépare un nouvel accord qui entrerait en vigueur début 2017. Les premiers échanges entre direction et syndicats sur la question laissent peu de surprises sur les intentions de celle-ci. Ainsi, lors d'une réunion de fin d'année avec la direction générale, la CGT-Renault a posé la question des AGS. La réponse de la direction a été totalement « *décomplexée* » : elle entend rester « *dans la logique de l'accord de compétitivité* ». Elle dit refuser de « *s'inscrire dans une logique de maintien du pouvoir d'achat* », car « *elle n'a pas tous les leviers de l'inflation* ».

Sans détour, elle affirme que « *l'entreprise est sortie du champ des augmentations générales [...] la politique des AGS est une politique dont on a voulu sortir* » ! La direction considère qu'une partie des salariés (10% selon elle), « *n'est pas éligible à une augmentation de salaire sur la base de critères tout à fait objectifs* ». Elle conclut : « *le budget des augmentations individuelles continuera à être déterminé dans le cadre de la compétitivité.* »

En d'autres termes, sans l'intervention massive des salariés, les futures « *négociations* » sur les rémunérations et sur un futur accord de compétitivité se feront sur le dos des salariés.

La CGT et SUD appellent les salariés à se retrouver
devant le centre de Lardy pour une heure de grève

Jeudi 28 janvier

à 10H00 devant l'entrée principale du CTL

1H00 de grève pour les équipes en fin de poste

Débrayons pour de véritables AGS pour toutes les catégories (APR, ETAM et cadres)



Nos efforts quotidiens remplissent les poches des actionnaires et des dirigeants

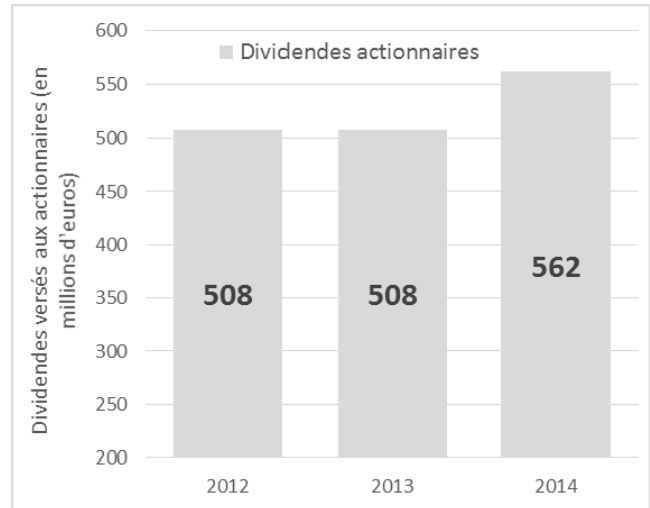
Dans bien des secteurs, le manque de ressources, les départs non remplacés, la complexification du travail en lien avec la sous-traitance font monter le mécontentement. Malgré tous ces éléments, les salariés continuent à s'investir dans leur travail et mettent de l'huile dans les rouages pour que les projets avancent.

La direction ne fait rien pour reconnaître ces efforts collectifs ou les compétences que l'on acquiert au contact de ces situations de travail de plus en plus complexes. Le jobgrading imposé aux cadres conduit au contraire bien souvent à une déqualification et sert de prétexte pour limiter les augmentations de salaires.

Les objectifs de rentabilité de la direction semblent en passe d'être remplis, la marge opérationnelle était proche de 5% au 1^{er} semestre. C'est bien le résultat des efforts produits par les salariés, dans les centres techniques comme dans les usines.

Mais ceux qui en récoltent les fruits, ce sont les actionnaires ! Les dividendes qui leur sont versés représentent une somme importante chaque année (plus de 500 millions d'euros, voir graphique ci-contre). Et s'il y a « modération » pour nos salaires, les analystes financiers pensent qu'il y en aura peu pour les dividendes, annoncés en hausse de 20% par certains pour l'exercice 2015 (soit autour de 700 millions d'euros).

Sans réaction du côté des salariés, une telle situation ne pourra que perdurer. La répartition des richesses créées fait l'objet d'une lutte entre ceux qui les créent et ceux qui possèdent les moyens de les produire.



Après des années de maigres augmentations de salaires sous le prétexte de la crise, après trois années d'AGS à 0% sous le prétexte des gains de compétitivité, il faut obliger la direction à combler le manque à gagner en nous mobilisant nombreux dès la première réunion des NAO ce jeudi 28 janvier.

Quelle que soit notre catégorie, APR, ETAM ou cadres, nous avons tous intérêt à réclamer de véritables AGS.

La CGT et SUD appellent les salariés à se retrouver devant le centre de Lardy pour une heure de grève

Jeudi 28 janvier

à 10H00 devant l'entrée principale du CTL

1H00 de grève pour les équipes en fin de poste

Soyons nombreux pour réclamer de véritables AGS pour tous

Des mobilisations sont déjà prévues sur plusieurs sites Renault, d'autres informations nous parviendront d'ici jeudi :

FLINS : appel à un arrêt de travail

MCA-Maubeuge : action en intersyndicale CGT/CFDT/CFTC/SUD

DOUAI : d'1h minimum à la journée complète

SANDOUVILLE : 2 heures de grève

LE MANS : appel à un arrêt de travail

CLEON : appel à la grève